

*Loi anti-inflation*

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Macdonald (Rosedale):** Je dois dire que je suis reconnaissant aux députés de l'opposition officielle pour leur rappel du passé. A mon tour, avec la même courtoisie et la même modération qu'on m'a toujours connues...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Macdonald (Rosedale):** ... et dont le chef de l'opposition a fait la preuve l'autre jour, je veux revenir à la question soulevée à propos des politiques prônées par son parti lors des élections de 1974 et même avant. Sans doute ne serais-je pas humain si je ne commentais pas les propos qu'il a tenus, peut-être hors contexte, à propos de l'économie d'énergie. Mardi dernier, le chef de l'opposition a fait état de changements d'attitude, d'orientation et il a été question de problèmes d'immoralité. J'invite la Chambre à revenir plusieurs mois en arrière au soir où le programme de conservation a été annoncé. La remarque la plus fondamentale que le chef de l'opposition ait su faire alors à propos du programme fut de sortir sa vieille plaisanterie à propos des sous-vêtements. Ceux qui étaient présents à cette occasion se rappelleront que la déclaration a été faite au milieu du chahut de ses partisans qui à cette époque ne s'intéressaient pas vraiment à la conservation de l'énergie.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Macdonald (Rosedale):** Ces choses nous ont servi de leçon. Si quelques mois plus tard le chef de l'opposition est disposé à adopter une attitude positive à propos de la conservation de l'énergie, je me réjouis de son retour au bercail et lui promets de ne pas lui reprocher de nouveau son changement d'attitude.

● (1230)

Comme je l'avais prévu, le chef de l'opposition n'a pu résister à la tentation d'affirmer que les mesures présentées par le gouvernement justifiaient le programme de contrôle général et obligatoire des prix et des revenus qu'il a préconisé au cours de la dernière campagne électorale et pendant les quinze mois après qui l'ont précédée. Il n'en est rien, bien sûr.

Je parlais l'autre jour d'un témoin important et précieux dans ce domaine, témoin que j'aimerais convoquer—je n'en appellerai qu'un également au sujet de l'affirmation du chef de l'opposition et de la sagesse de la politique qu'il a préconisée au cours des élections de 1974. Je veux, bien sûr, parler du député de Don Valley (M. Gillies), économiste professionnel, ancien doyen de la faculté des études commerciales à l'Université York, ancien président, au nom de la grosse machine bleue, du Conseil économique de l'Ontario, ancien critique financier conservateur et architecte du programme de contrôle des salaires et des prix qu'il a initialement proposé à la Chambre au nom de son parti le 22 février 1973.

**M. Alexander:** C'est votre définition de la collaboration? Je vois.

**M. Macdonald (Rosedale):** Le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) vient de soulever un point intéressant. C'est le genre d'échange parlementaire qu'il aime: il donne, mais il ne peut encaisser. Dans une allocution au Club Kiwanis de Toronto, le 3 septembre 1975, le député de Don Valley a soutenu que la position adoptée par le parti conservateur était défendable quand elle a été initialement annoncée au printemps de 1973. Mais il a ajouté, et je le cite textuellement:

Vous vous en souvenez, à l'automne de 1973, les pays de l'OPEP ont haussé le prix du pétrole et établi leur embargo; la situation économique partout dans le monde a alors changé. Il fallait, de toute évidence, de nouvelles politiques économiques, mais le parti conservateur progressiste a estimé que le public attendait des partis nationaux qu'ils restent sur leurs positions.

**Le député a poursuivi:**

A première vue, une telle attitude est absurde parce que les politiques doivent changer en fonction des situations. Le parti a perdu sa crédibilité et, comme d'habitude, les Canadiens n'étaient pas prêts à élire un parti apparemment incompetent.

Je ne dis rien de plus sur les positions du parti conservateur à ce sujet. Selon toute probabilité, le caucus de l'opposition officielle conviendrait mieux que cette enceinte à un débat positif sur cette question.

Quant au parti néo-démocrate, pour reprendre une phrase immortelle du très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker), son chef me semble avoir glissé sur quelques peaux de banane dans l'exposé de sa politique l'autre jour. Durant le débat, l'honorable représentant a convenu que l'inflation pose un très grave problème, mais ses propositions de solution brillaient par leur absence. Il n'est pas le seul à prétendre que, si les mesures sur les prix et revenus proposées par le gouvernement ont quelques chances de contenir salaires et traitements, elles se révéleront impuissantes à freiner les prix et profits.

Il a donné deux raisons—contradictoires d'ailleurs—à l'appui de sa thèse. Il a affirmé que rien ne pouvait empêcher le bataillon de comptables d'une société de tourner les principes directeurs en gonflant les coûts et en tripotant les profits. L'argument n'est pas sans valeur, je l'avoue, mais, en même temps, je ne connais personne qui puisse l'invoquer avec moins de crédibilité que le chef du Nouveau Parti démocratique. Combien de discours les différents chefs néo-démocrates et leurs partisans n'ont-ils pas prononcés, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre pour réclamer l'établissement d'une sorte d'organisme fédéral chargé de comprimer les bénéfiques et les prix excessifs? Au cours de la dernière campagne électorale, David Lewis a parcouru le pays en tous sens en réclamant la création d'une Commission nationale de contrôle des prix qui soit chargée d'enquêter sur les prix et de les faire réviser si elle les trouvait trop élevés. Son successeur, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent), parlait à Vancouver il y a une quinzaine. Selon la Presse canadienne, il aurait dit, au cours d'une conférence de presse, que le Canada devait s'attaquer carrément à l'inflation en établissant une Commission d'examen des prix qui ait du mordant. Il continue d'évoquer le mordant. Il a sans doute vu le film «Jaws» pendant son séjour à Vancouver.